

55^e

enquête semestrielle
juillet 2012

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo,

Sommaire

Synthèse_ PAGE 03_

1 Activité_ PAGE 05_

2 Emploi_ PAGE 07_

3 Situation financière_ PAGE 09_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 12_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 15_

Industrie PAGE 15_ / Construction PAGE 17_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 18_ /
Transports PAGE 19_ / Tourisme PAGE 19_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 20_

6 Méthodologie_ PAGE 21_

Synthèse

Un premier semestre 2012 difficile pour les PME, aucun secteur n'étant épargné par la dégradation de la conjoncture ; des perspectives assez sombres à court terme sauf pour les plus innovantes et les plus internationalisées

Interrogés en mai, les dirigeants de PME annoncent un brusque ralentissement de leur activité et une forte progression des difficultés de trésorerie.

L'activité des PME piétine, voire régresse, depuis la fin de 2011, aucune branche n'étant épargnée par la décélération générale. Au vu de leurs quatre ou cinq premiers mois d'activité, les entreprises prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires de 0,5 % seulement en 2012, en valeur nominale, soit nettement moins que l'inflation et surtout que la hausse de 4,7 % obtenue en 2011.

L'activité piétine dans les secteurs situés les plus en amont du système productif, c'est-à-dire l'industrie, le commerce de gros et les services aux entreprises. Elle est en repli dans tous les autres secteurs d'activité, à commencer par les travaux publics et les transports.

Dans ce contexte de quasi-récession, les effectifs des PME ne progressent pratiquement plus depuis la fin de l'année dernière. Ils sont stables, voire en contraction, dans la plupart des secteurs d'activité, excepté les trois grands secteurs en amont déjà cités, dans lesquels ils progressent encore légèrement.

Les difficultés de trésorerie sont en nette augmentation au premier semestre 2012, affectant en premier lieu les TPE et les secteurs du bâtiment, du tourisme et du commerce de détail. L'état des trésoreries est nettement meilleur et stable dans les services aux entreprises et le commerce de gros. Les résultats de l'exercice 2011 sont jugés globalement assez satisfaisants. Il y a cependant une forte crainte de détérioration de la rentabilité pour l'exercice en cours dans tous les secteurs, sauf l'industrie et les services aux entreprises. Plus généralement, les PME innovantes et celles performantes à l'international, dont l'activité résiste mieux, restent assez optimistes quant au maintien de leur rentabilité.

L'investissement est en repli dans tous les secteurs, excepté celui de l'industrie où il se stabilise après avoir bien progressé en 2011. Malgré des projets en recul, les PME souhaitent recourir plus fortement aux concours financiers externes, sans doute pour ne pas trop solliciter des trésoreries souvent fragilisées.



1/Activité

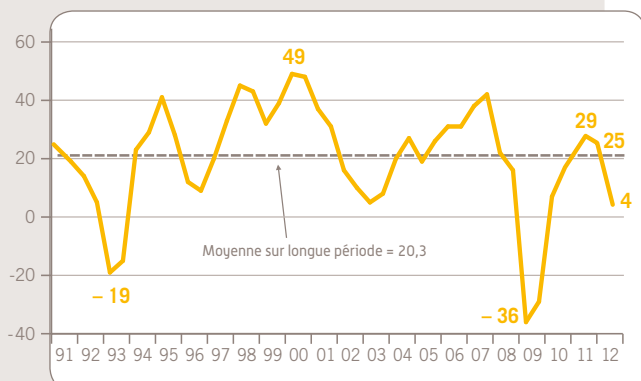
2012 : L'ANNÉE S'ANNONCE TRÈS MÉDIOCRE

L'ACTIVITÉ EST DÉPRIMÉE DEPUIS FIN 2011

En mai, 33 % des PME prévoient une hausse de leur activité en 2012 et 29 % une diminution. À + 4, l'indicateur courant d'activité⁽¹⁾ des PME marque un repli de 21 points en six mois et se situe bien en dessous de sa moyenne de long terme (+ 20,3). Ce n'est pas une surprise, car cela correspond aux anticipations faites par les chefs d'entreprise en novembre 2011 pour 2012, où l'indicateur avancé d'activité ressortait à + 5.

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS (N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N

Source : OSEO

L'activité piétine depuis fin 2011. Sur la base des premiers mois de l'année, les petites et moyennes entreprises anticipent une progression de leur chiffre d'affaires de + 0,5 % en moyenne en 2012, après une hausse estimée à + 4,7 % en 2011.

AUCUN SECTEUR D'ACTIVITÉ N'ÉCHAPPE À LA DÉGRADATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Il n'y a pas d'annonce d'effondrement de l'activité, mais la tendance est au mieux à la faible progression du CA en 2012 dans les secteurs les plus en amont :

- + 1,9 % en moyenne dans les services aux entreprises (vs + 3,6 % en 2011)
- + 1,7 % dans le commerce de gros (contre + 5,8 %)
- + 1,2 % dans l'industrie (après + 7,5 %)

... tandis que le chiffre d'affaires est attendu en recul plus ou moins prononcé dans tous les autres secteurs :

- - 0,6 % en moyenne dans le bâtiment (après + 3,0 % en 2011)
- - 0,9 % commerce de détail (après + 1,3 %)
- - 1,3 % tourisme (contre + 2,1 %)
- - 1,4 % services aux particuliers (vs + 2,3 %)
- - 1,6 % transports (après + 6,3 % en 2011)
- - 2,1 % commerce et réparation automobile (suite à - 1,0 %)
- - 2,2 % travaux publics (après + 2,7 %)

LES MOYENNES ENTREPRISES SONT À PEINE MOINS AFFECTÉES QUE LES TPE

- - 0,8 % prévu en 2012 par les TPE de 1 à 9 salariés (après + 2,0 % en 2011)
- + 0,9 % entreprises de 10 à 19 salariés (suite à + 5,8 %)
- + 1,9 % celles de 20 à 49 salariés (contre + 7,9 %)
- + 2,3 % celles de 50 à 99 salariés (après + 8,4 %)
- + 1,9 % entreprises de 100 à 249 salariés (vs + 8,9 %)

SEULES LES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES⁽²⁾ CONSERVENT UN RYTHME DE CROISSANCE SIGNIFICATIF

Les PME "fortement exportatrices" anticipent une croissance de leur CA 2012 de + 3,6 % en moyenne, contre + 1,3 % pour les "moyennement exportatrices" et un recul de - 0,1 % chez les "non exportatrices".

COMME TOUJOURS, L'INNOVATION⁽³⁾ EST UN FACTEUR DE SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ

Les PME "innovantes" s'attendent à une progression moyenne de leur chiffre d'affaires de + 2,8 % en 2012, tandis que les "non innovantes" craignent une baisse de - 0,8 %.

[1] Solde en pourcentage des opinions opposées : cf. définition dans la méthodologie p. 21.

[2] Cf. qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie p. 22.

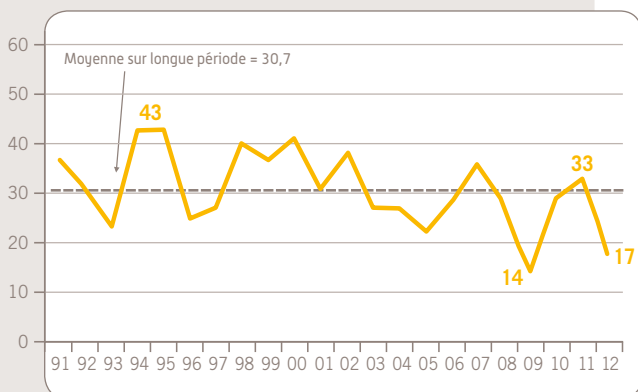
[3] Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22.

2013 : UNE TRÈS FAIBLE REPRISE DE L'ACTIVITÉ ANTICIPÉE

En mai, seules 31 % des PME escomptent une croissance de leur activité en 2013, tandis que 14 % craignent un recul. L'indicateur avancé de l'activité ressort ainsi à + 17, proche de son plus bas niveau de mai 2009 (+ 14).

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en mai N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES SONT UN PEU MOINS SOMBRES DANS LES SECTEURS AMONT QUE DANS LES AUTRES

L'indicateur avancé d'activité est faible, mais supérieur à la moyenne dans les services aux entreprises (+ 28), l'industrie (+ 26) et le commerce de gros (+ 24). Les prévisions à un an sont très modestes dans tous les secteurs liés à la consommation des ménages, soit les services aux particuliers (indicateur avancé à + 12), le commerce et réparation automobile (+ 8), le commerce de détail (+ 5) et le tourisme (+ 3). Les anticipations d'activité en 2013 sont également déprimées dans les transports (+ 7), tandis qu'elles sont au plus bas dans la construction, tant dans la branche du bâtiment (- 6) que celle des travaux publics (- 10).

LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ EN 2013 SONT POSITIVEMENT CORRÉLÉES À LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur avancé de l'activité s'accroît régulièrement de + 10 chez les entreprises de 1 à 9 salariés à + 36 chez celles de 100 à 249 salariés.

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT BEAUCOUP MOINS PESSIMISTES QUE LES AUTRES

L'indicateur avancé de l'activité ressort à + 38 chez les entreprises "fortement exportatrices" et à + 29 chez les "moyennement exportatrices". En revanche, il n'atteint que + 11 pour les PME "non exportatrices".

47 % des entreprises "innovantes" anticipent une progression de leur activité en 2013, contre 10 % seulement une diminution, ce qui donne un indicateur avancé à + 37. À l'opposé, 22 % des "non innovantes" tablent sur une hausse et 17 % sur un recul, soit un indicateur en solde d'opinion tout juste positif à + 5.

2/ Emploi

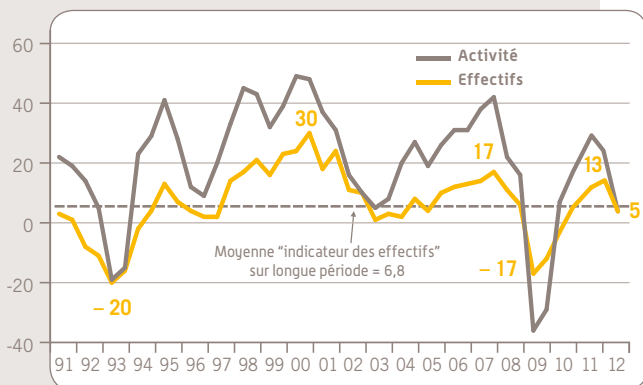
LES CRÉATIONS D'EMPLOI ONT BEAUCOUP RALENTI AU PREMIER SEMESTRE 2012

LES EMBAUCHES SONT EN NET RALENTISSEMENT

En mai, 20 % des PME annoncent une augmentation de leur effectif par rapport à fin 2011, tandis que 15 % font part d'une diminution. L'indicateur courant d'emploi s'établit ainsi à + 5, un peu en dessous de sa moyenne de long terme.

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations de mai N et novembre N pour l'année N

Source : OSEO

L'EMPLOI PROGRESSE FAIBLEMENT DANS LES SECTEURS EN AMONT DU CYCLE PRODUCTIF MAIS STAGNE OU DIMINUE DANS TOUS LES AUTRES

Les effectifs ont poursuivi leur croissance à un rythme ralenti dans les secteurs situés en amont, tandis qu'ils ont été légèrement réduits dans les secteurs liés à la consommation des ménages. L'indicateur courant d'emploi est très corrélé avec celui de l'activité. Il demeure significativement positif dans les secteurs suivants :

- + 13 commerce de gros (indicateur courant d'activité + 10)
- + 12 services aux entreprises (activité + 12)
- + 8 industrie (indicateur d'activité à + 9)

En revanche, les effectifs des PME sont stables ou s'effritent dans les autres secteurs d'activité :

- + 2 services aux particuliers (indicateur courant d'activité + 1)
- 0 construction (activité - 4)
- - 2 commerce de détail (activité - 4)
- - 3 transports (activité - 2)
- - 7 tourisme (activité - 3)
- - 8 commerce et réparation automobile (- 21)

LES EFFECTIFS DES TPE SONT STABLES TANDIS QU'ILS PROGRESSENT DANS LES ENTREPRISES DE 10 À 249 SALARIÉS

En corrélation avec l'évolution de l'activité au cours des premiers mois de 2012, les effectifs ont significativement augmenté dans les entreprises de 20 à 249 salariés. En revanche, ils ont été tout juste maintenus dans les TPE et ont été faiblement accrus dans les entités de 10 à 19 salariés.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2012 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	- 4	- 1
10 à 19 salariés	+ 5	+ 6
20 à 49 salariés	+ 14	+ 13
50 à 99 salariés	+ 25	+ 15
100 à 249 salariés	+ 16	+ 13
Ensemble	+ 4	+ 5

Source : OSEO

LES PME EXPORTATRICES CONTINUENT À RENFORCER LEURS EFFECTIFS

L'indicateur courant d'emploi ressort à + 11 chez les entreprises "fortement exportatrices" de même que chez les "moyennement exportatrices". Il est en revanche tout juste positif à + 3 pour les PME qui n'exportent pas ou très peu.

LES ENTREPRISES INNOVANTES POURSUIVENT LEURS RECRUTEMENTS

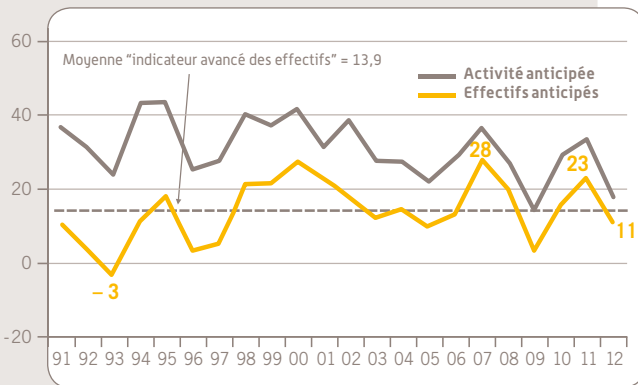
27 % des PME innovantes ont accru leurs effectifs depuis fin 2011 et 14 % les ont réduits, ce qui donne un indicateur courant d'emploi à + 13, à comparer à seulement + 1 pour celles qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années.

LES PME PENSENT ASSEZ PEU EMBAUCHER EN 2013

En mai 2012, 21 % des entreprises envisagent un accroissement d'effectif l'an prochain tandis que 10 % anticipent une réduction. À + 11, l'indicateur avancé de l'emploi marque un recul de 12 points sur douze mois et se retrouve à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période (+ 13,9).

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en mai N pour l'année suivante N+1

LES INTENTIONS D'ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS EN 2013 NE SONT RÉELLEMENT POSITIVES QUE DANS LES SECTEURS AMONT

Très logiquement, les perspectives à un an de création nette d'emplois ne sont significatives que dans ces quelques secteurs où l'activité est la moins déprimée :

- Services aux entreprises (indicateur avancé à + 23),
- Commerce de gros (+ 19)
- Industrie (+ 16)

Dans les autres secteurs, les anticipations en matière d'effectifs sont très faibles, voire négatives :

- Services aux particuliers (indicateur avancé à + 6)
- Transports (+ 1)
- Construction (- 2)
- Commerce de détail (- 4)
- Commerce et réparation automobile (- 4)
- Tourisme (- 6)

LES ANTICIPATIONS DE CRÉATION NETTE D'EMPLOIS AUGMENTENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur avancé de l'emploi est le plus faible pour les TPE (+ 8), dont les perspectives d'évolution de l'activité en 2013 apparaissent très faibles. À l'opposé, les prévisions de recrutement sont les plus positives dans les entreprises de 100 à 249 salariés (+ 22), assez optimistes quant à la croissance de leur activité l'an prochain (indicateur avancé à + 36).

INDICATEURS AVANCÉS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2013 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinion "en hausse" moins "en baisse"

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	+ 10	+ 8
10 à 19 salariés	+ 17	+ 10
20 à 49 salariés	+ 23	+ 14
50 à 99 salariés	+ 26	+ 15
100 à 249 salariés	+ 36	+ 22
Ensemble	+ 17	+ 11

Source : OSEO

L'ESSENTIEL DE LA PROGRESSION DES EFFECTIFS DES PME DEVRAIT CONTINUER À PROVENIR DES ENTREPRISES INNOVANTES ET EXPORTATRICES

L'indicateur avancé d'emploi est trois fois plus élevé chez les PME "fortement exportatrices" (+ 26) que chez les "non exportatrices" (+ 8).

L'écart est encore plus fort sur le critère de l'innovation : 33 % des entreprises "innovantes" envisagent d'augmenter leurs effectifs en 2013 et 8 % de les réduire, soit un solde de + 25 à comparer à + 4 pour les "non innovantes".

3/Situation financière

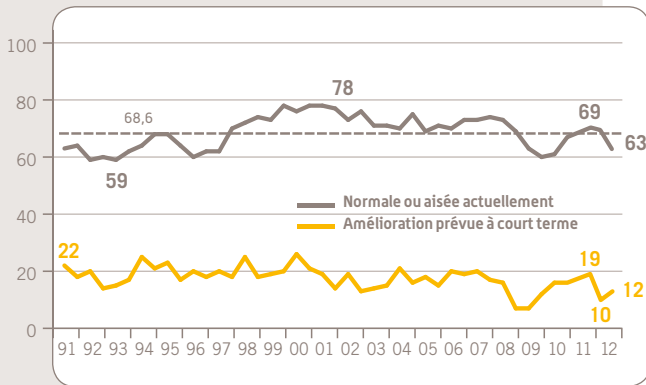
LES TRÉSORERIES SE CONTRACTENT FORTEMENT

En mai, 63 % des PME estiment "normale ou aisée" la situation de leur trésorerie récente, soit près de 6 points de moins que la moyenne de long terme (68,6 %).

A contrario, 37 % des PME disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, marquant une hausse de 5 points par rapport à fin 2011.

TRÉSORERIE DES PME

Opinion des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE EST TRÈS VARIABLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

En mai 2012, la proportion de PME estimant difficile l'état de leur trésorerie récente est la plus importante, et généralement en augmentation sur six mois, dans les secteurs suivants :

- Bâtiment : 48 % (+ 8 points)
- Tourisme : 47 % (+ 26 points)
- Commerce de détail 47 % (+ 4 points)

La situation de trésorerie est annoncée un peu plus tendue dans les secteurs suivants :

- Transports : 42 % (+ 4 points)
- Travaux publics : 41 % (+ 3 points)
- Commerce et réparation automobile : 40 % (+ 3 points)
- Services aux particuliers : 40 % (+ 5 points)

En revanche, les difficultés de trésorerie sont moins fréquentes, voire stables dans ces derniers secteurs :

- Industrie : 35 % (+ 6 points en six mois)
- Commerce de gros : 31 % [idem]
- Services aux entreprises : 29 % (- 1 point)

LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES MOYENNES ENTREPRISES EST JUGÉE NETTEMENT PLUS SOUPLE QUE DANS LES ENTREPRISES DE PLUS PETITE TAILLE

21 % seulement des entreprises de 100 à 249 salariés mentionnent des contraintes de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 35 % dans les entités de 20 à 99 salariés et 39 % dans celles de 1 à 19 salariés.

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES SONT UN PEU PLUS SOUPLES

30 % des entreprises "fortement exportatrices" et 36 % des entreprises "moyennement exportatrices" annoncent des tensions de trésorerie, contre 38 % pour les PME "non exportatrices".

PAS D'ÉCART SIGNIFICATIF ENTRE LES ENTREPRISES INNOVANTES ET LES NON INNOVANTES

En mai 2012, 35 % des entreprises innovantes jugent difficile l'état de leur trésorerie récente, contre 39 % des PME "non innovantes".

UN ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE DIFFÉRENCIÉ SELON LE SECTEUR ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Les deux questions introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées ont été maintenues.

"Au cours des 6 derniers mois, comment avez-vous assuré le financement de votre exploitation courante ?":

- 42 % Très facilement, car trésorerie excédentaire (- 1 point/novembre et - 3 points/mai 2011)
- 38 % Assez facilement, car concours bancaires sollicités obtenus (+ 1 point/novembre et + 3 points/mai 2011)
- 13 % Assez difficilement, car obtention partielle des avances demandées (+ 1 point/novembre et idem mai 2011)
- 7 % Très difficilement, car aucune facilité bancaire obtenue (- 1 point/novembre et idem mai 2011)

Aux dires des dirigeants de PME, **les difficultés d'accès au crédit bancaire d'exploitation sont globalement très stables sur un an**, sans changement notable depuis l'éclatement de la crise des dettes souveraines dans la zone euro à l'été 2011.

Pour les entreprises ayant répondu "assez" ou "très difficilement", soit 20 % de l'ensemble de l'échantillon, il était demandé de "cocher les raisons de ces difficultés parmi les 4 suivantes (possibilité de réponses multiples)" :

- 43 % Niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives de développement trop incertaines
- 37 % Garanties exigées trop importantes
- 35 % Secteur considéré comme trop risqué
- 17 % Secteur d'activité méconnu des banques

La faiblesse de l'activité et l'importance des garanties demandées apparaissent comme les principales causes de refus des établissements financiers. On note, par ailleurs, que 53 % des PME dans cette situation difficile jugent leur rentabilité actuelle "mauvaise".

Comme précédemment, il se confirme que **l'accès aux crédits d'exploitation est d'autant plus difficile que l'entreprise est petite** : c'est le cas pour 23 % des TPE, 20 % des entités de 10 à 49 salariés, 14 % de celles de 50 à 99 salariés, mais seulement 11 % de celles employant 100 à 249 salariés.

D'un point de vue sectoriel, les difficultés d'accès au crédit d'exploitation sont un peu plus fréquentes que la moyenne et en hausse sur les six derniers mois dans **le tourisme (29 %, + 12 points)**, **le bâtiment (28 %, + 6 points)** et les services aux particuliers (27 %, + 4 points). À l'opposé, elles sont significativement moins fréquentes et en léger recul dans **les services aux entreprises (15 %, - 4 points)**, dans les travaux publics (16 %, - 1 point) et le commerce de gros (16 %, - 1 point).

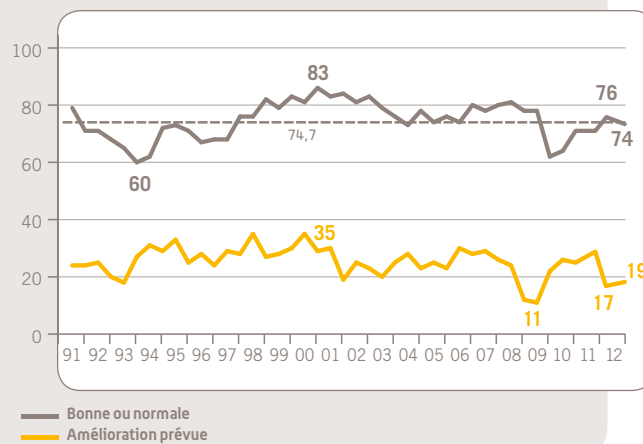
En revanche, le caractère exportateur ou innovant de l'entreprise n'est pas véritablement discriminant sur l'accès au crédit de trésorerie.

LA RENTABILITÉ S'EST MAINTENUE EN 2011

En mai 2012, 24 % des dirigeants estiment que la rentabilité de leur entreprise en 2011 a été "bonne" et 26 % "mauvaise". L'indicateur courant de la rentabilité récente est parfaitement stable sur un an, à - 2.

RENTABILITÉ DES PME

Opinion des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

LE JUGEMENT EST ASSEZ VARIABLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats sont estimés les plus satisfaisants dans les secteurs amont et jugés insuffisants dans ceux tournés vers la consommation des ménages.

L'indicateur de la rentabilité récente est positif ou proche de l'équilibre dans les secteurs suivants :

- Commerce de gros : + 9, après + 17 en mai 2011
- Services aux entreprises : + 8, contre + 2
- Industrie : + 1, vs - 4 en mai 2011
- Travaux publics : nul, contre - 32
- Tourisme : - 2, après + 4

En revanche, l'indicateur est assez ou très négatif dans les autres secteurs :

- Commerce de détail : - 6, contre - 1 en mai 2011
- Services aux particuliers : - 9, après + 3
- Transports : - 17, vs - 29
- Commerce et réparation automobile : - 18, après - 10
- Bâtiment : - 18, faisant suite à - 12

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST MEILLEURE CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

Les entreprises "fortement exportatrices" ont un indicateur de la rentabilité courante à + 7 (après + 9 en mai 2011), tandis qu'il est nul (contre + 1) pour les "moyennement exportatrices". L'indicateur est en revanche négatif à - 3 (vs - 4) chez les "non exportatrices".

Par contre, le jugement sur la rentabilité est indépendant de la taille de l'entreprise ou de son caractère innovant.

TRÉSORERIE DES PROCHAINS MOIS : FORTE CRAINTE D'UNE NOUVELLE DÉGRADATION

Courant mai 2012, 24 % des PME s'attendent à un durcissement de leur situation de trésorerie au cours des six prochains mois, alors que 12 % prévoient un assouplissement. L'indicateur avancé de la trésorerie demeure donc très négatif à - 12, après - 13 en novembre précédent.

LES CRAINTES DE TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES SONT UN PEU MOINS FORTES DANS LES SECTEURS AMONT

L'indicateur de la trésorerie future est le moins négatif dans l'industrie (- 8), les services aux entreprises (- 9), le commerce de gros (- 11) et les transports (- 12).

Il est par contre très négatif dans les autres secteurs d'activité :

- Bâtiment : - 15, après - 14 en novembre 2011
- Travaux publics : - 17, faisant suite à - 15
- Tourisme : - 18, contre - 21 six mois plus tôt
- Commerce de détail : - 21, après - 22
- Commerce et réparation automobile : - 22, vs - 30
- Services aux particuliers : - 24, à comparer à - 18

LES ANTICIPATIONS D'UN NOUVEAU DURCISSEMENT SONT D'AUTANT PLUS IMPORTANTES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur avancé ressort à - 15 dans les TPE, - 13 dans les entités de 10 à 19 salariés, - 9 dans celles de 20 à 49 salariés et - 5 dans les entreprises moyennes employant 50 à 249 salariés.

LES PME TRÈS EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT UN PEU MOINS PESSIMISTES SUR L'ÉVOLUTION À COURT TERME DE LEUR TRÉSORERIE

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie est positif à + 1 chez les entreprises "très exportatrices", contre - 13 chez les "moyennement exportatrices" et - 14 chez les "non exportatrices".

Par ailleurs, les PME innovantes affichent un indicateur avancé de la trésorerie à - 8, à comparer à - 15 pour les "non innovantes".

BAISSE DES RÉSULTATS ATTENDUS EN 2012

En mai 2012, 19 % seulement des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité pour l'exercice en cours, contre 26 % une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité est donc négatif, à - 7, conséquence des médiocres perspectives d'activité.

SEULES LES PME DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES ANTICIPENT LE MAINTIEN DE LA RENTABILITÉ

L'indicateur avancé est proche de l'équilibre dans l'industrie (- 1) ainsi que dans les services aux entreprises (- 1).

Les craintes de dégradation des résultats sont relativement modérées dans les secteurs suivants :

- Bâtiment : - 4
- Services aux particuliers : - 4
- Commerce de gros : - 8

La rentabilité pourrait reculer plus fortement en 2012 dans les autres secteurs d'activité :

- Transports : - 13
- Commerce de détail : - 20
- Commerce et réparation automobile : - 22
- Tourisme : - 25
- Travaux publics : - 25

LES ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ SONT LES PLUS SOMBRES DANS LES TPE

En termes de taille salariale, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité attendue en 2012 est négatif et voisin de la moyenne (- 7), sauf dans les TPE où il est plus faible (- 12) et dans les entreprises de 50 à 99 salariés où il est sensiblement plus élevé (+ 5).

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET INNOVANTES SONT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

L'indicateur avancé de la rentabilité culmine + 6 chez les PME "fortement exportatrices", en ligne avec d'assez bonnes perspectives de développement de l'activité en 2012. Il est très négatif, à - 9, chez les "non exportatrices" et proche de l'équilibre, à - 3, chez les "moyennement exportatrices".

Il y a également un clivage entre les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années, dont l'indicateur prévisionnel de la rentabilité atteint + 3, et celles qui n'ont pas réellement innové pour lesquelles il est très négatif, à - 12.

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'équipement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente (N-1), ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante (N+1) est sollicitée, toujours de façon qualitative.

SENSIBLE FREINAGE DES INVESTISSEMENTS EN 2012

En mai 2012, 47 % des PME ont déjà investi ou prévoient d'investir dans l'année, contre 49 % en mai 2011. Les investissements sont donc un peu moins fréquents cette année.

En outre, 31 % des dirigeants annoncent une diminution des dépenses et 24 % une progression, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement négatif, à - 7, à comparer à + 5 en mai 2011.

L'INVESTISSEMENT REULE DANS TOUS LES SECTEURS SAUF L'INDUSTRIE ET LES SERVICES AUX ENTREPRISES OÙ IL EST QUASI STABLE

57 % des PME de l'industrie ont engagé ou prévu des investissements sur 2012, soit presque autant qu'en mai 2011 (60 %) pour cette année-là. Par ailleurs, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement est à l'équilibre. Le croisement des deux paramètres indique une quasi-stabilisation de l'investissement des PMI, après une forte croissance en 2011. Le même raisonnement conduit à estimer que l'investissement se maintient à peu près dans les services aux entreprises.

L'investissement est en revanche en recul dans tous les autres secteurs d'activité. La baisse apparaît la plus prononcée dans le bâtiment, les transports et le tourisme, voire les travaux publics. Elle semble moins accentuée dans le commerce de gros, le commerce de détail, le secteur commerce et réparation automobile ainsi que dans les services aux particuliers.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2012

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2011)

Industrie	57 % (60 %) ↓
Bâtiment	38 % (39 %) →
Travaux publics	69 % (63 %) ↑
Commerce/réparation automobile	36 % (44 %) ↓
Commerce de gros	42 % (45 %) ↓
Commerce de détail	39 % (38 %) →
Transports	52 % (61 %) ↓
Tourisme	46 % (53 %) ↓
Services aux entreprises	46 % (45 %) →
Services aux particuliers	41 % (38 %) ↑

Ensemble

47 % (49 %) ↓

INDICATEUR PRÉVISIONNEL DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2011)

Industrie	0 (+15) ↓
Bâtiment	- 21 (- 5) ↓
Travaux publics	- 15 (- 2) ↓
Commerce/réparation automobile	- 10 (+ 6) ↓
Commerce de gros	- 5 (+ 6) ↓
Commerce de détail	- 9 (- 8) →
Transports	- 17 (+ 3) ↓
Tourisme	- 16 (+ 5) ↓
Services aux entreprises	- 3 (+ 5) ↓
Services aux particuliers	- 10 (- 11) →

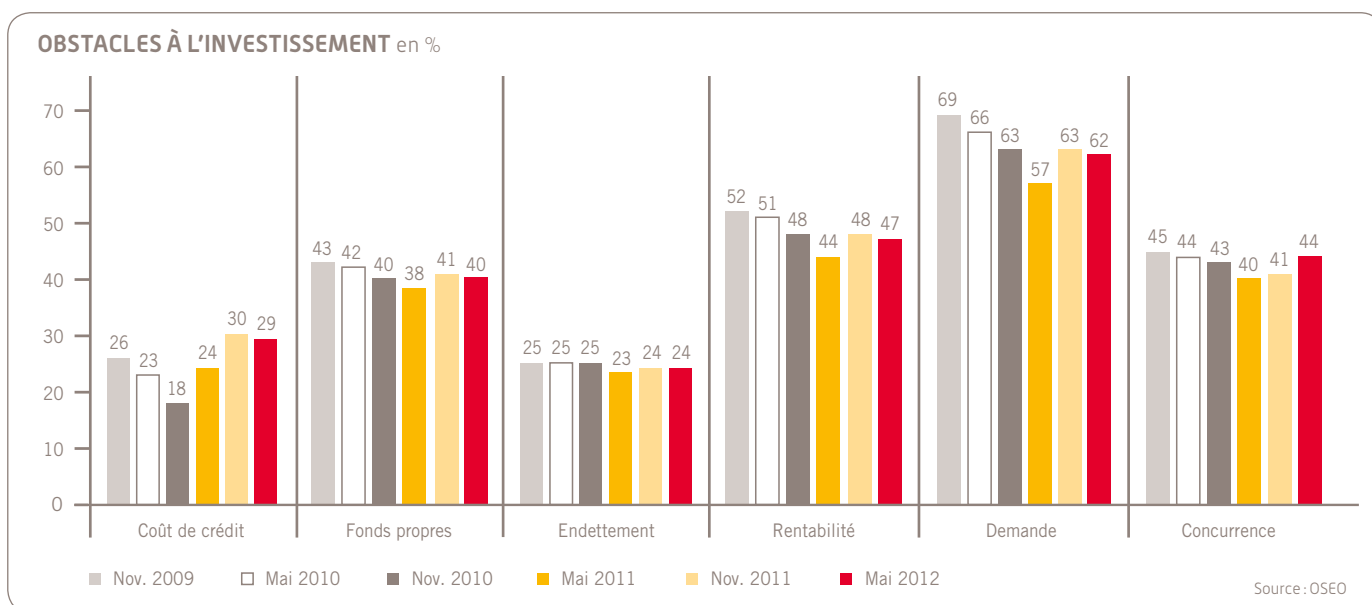
Ensemble

- 7 (+ 5) ↓

Source : OSEO

Lecture : En mai 2012, 57 % des PME de l'industrie ont engagé ou prévu des investissements sur 2012, contre 60 % en mai 2011 pour cette année-là. Toujours dans l'industrie, 31 % des entreprises envisagent des dépenses d'investissement en hausse par rapport à celles de 2011, contre 31 % en baisse, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement nul. Cet indicateur est très inférieur à celui de mai 2011 (+ 15).

Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.



L'INVESTISSEMENT CONTINUE À PROGRESSER DANS LES MOYENNES ENTREPRISES MAIS DIMINUE DANS LES TPE

Les prévisions d'investissement en 2012 sont en hausse dans les moyennes entreprises, tant en fréquence qu'en volume. Pour les entreprises de 50 à 249 salariés, la fréquence d'investissement gagne 6 points en un an, à 76 %, tandis que l'indicateur prévisionnel en volume reste positif, à + 2 (après + 8 en mai 2011).

Pour les entreprises de taille inférieure, le recul est d'autant plus marqué que l'entreprise est petite : l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement des TPE ressort à - 10 (contre - 1) et s'établit à - 9 pour les entités de 10 à 19 salariés (après + 6).

LES PME EXPORTATRICES ET INNOVANTES ACCROISSENT LÉGÈREMENT LEURS INVESTISSEMENTS

60 % des entreprises "très exportatrices" ont engagé ou prévoient des investissements en 2012, contre 44 % des "non exportatrices". L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement culmine à + 3 chez les premières tandis qu'il tombe à - 9 chez les dernières.

De façon similaire, la fréquence d'investissement atteint 58 % chez les PME "innovantes", au lieu de 41 % chez les "non innovantes", avec un indicateur prévisionnel en volume de respectivement + 3 et - 12.

L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE DEMEURE LE PRINCIPAL FREIN À L'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'insuffisance de la demande est toujours de loin le premier des freins, avec 62 % de citations, soit pratiquement au même niveau que fin 2011, mais 5 points de plus qu'en mai précédent. L'insuffisance de la rentabilité conserve le deuxième rang, mentionnée par 47 % des dirigeants.

Viennent ensuite l'intensité de la concurrence (44 %) et le manque de fonds propres (40 %). Le coût du crédit (29 %) et l'endettement de l'entreprise (24 %) sont ressentis comme des obstacles à l'investissement moins importants.

L'ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT POSE PROBLÈME À 12 % DES PME

À la question "Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 12 derniers mois ?"⁽⁴⁾ 12 % répondent par l'affirmative, contre 10 % en novembre précédent et 11 % en mai 2011. Il n'y a donc pas vraiment d'accroissement des difficultés des PME pour accéder aux crédits à l'investissement.

La proportion est un peu plus élevée que la moyenne dans le secteur des transports (18 %) et celui du tourisme (19 %). À l'inverse, elle est plus faible dans le commerce de gros (+ 8) et les travaux publics (+ 8). Par contre, ni la taille salariale, ni les performances à l'exportation, ni l'innovation n'ont d'influence significative sur les difficultés d'accès aux concours financiers à l'investissement.

À ces 12 % d'entreprises déclarant avoir eu des difficultés, il était demandé de cocher les causes de celles-ci parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :

- 62 % Fragilité financière de l'entreprise
- 33 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué
- 19 % Secteur d'activité méconnu des banques
- 16 % Nature essentiellement immatérielle des projets

Comme précédemment, la fragilité financière de l'entreprise apparaît comme la principale cause de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

UN FORT RECOURS AU CRÉDIT POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Dans un contexte d'incertitude sur l'évolution de la demande, de l'accroissement des difficultés de trésorerie et d'érosion de la rentabilité, les PME souhaitent réduire de 4 points, à 36 %, la part moyenne de l'autofinancement⁽⁵⁾ d'investissements globalement en diminution. *A contrario*, elles envisagent de faire plus appel aux prêts à moyen

et long terme, soit 44 % en moyenne, contre 42 % dans les plans de financement prévisionnels de mai 2011. Elles pensent également augmenter la part des financements par recours au crédit-bail mobilier, à hauteur de 18 % des besoins de financement en moyenne, soit 2 points de plus que douze mois plus tôt.

INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN 2012 ET MODES DE FINANCEMENT (base : 1 882 PME ayant déclaré des investissements)

Répartition des investissements par nature	(rappel mai 2011)	Plan de financement moyen	(rappel mai 2011)
IMMOBILIERS (terrains, constructions, locaux existants, aménagements)	43 % [33 %]	AUTOFINANCEMENT (y compris apports en fonds propres et subventions)	36 % [40 %]
MOBILIERS (matériels, véhicules, équipements divers...)	50 % [60 %]	CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus)	44 % [42 %] 35 % [33 %] 9 % [9 %]
INCORPORELS (fonds de commerce, brevets, licences, logiciels)	7 % [7 %]	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	18 % [16 %]
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	2 % [2 %]
Montant global investi	100 % [100 %]	Total	100 % [100 %]

Source : OSEO

(4) Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

(5) Autofinancement des investissements = financement sur ressources propres de l'entreprise + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance)

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

STAGNATION DE L'ACTIVITÉ ET RALENTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT

AUCUN SECTEUR N'ÉCHAPPE AU TROU D'AIR

Agroalimentaire : le CA prévisionnel de 2012 est annoncé en hausse de **+ 0,9 %** en moyenne, après + 4,8 % sur l'exercice précédent. Les carnets de commandes se sont encore un peu plus dégarnis depuis novembre dernier, avec un indicateur courant⁽⁶⁾ à - 9, après - 3.

La demande ne devrait guère évoluer à court terme, l'indicateur des commandes pour les six mois à venir étant tout juste positif à **+ 5**, contre + 12 fin 2012. Les anticipations d'activité en 2013 sont très modestes, l'indicateur avancé ressortant à **+ 27**, contre + 42 en mai 2011.

Biens intermédiaires : le CA en 2012 est prévu en hausse de **+ 1,5 %**, en moyenne, après + 9,0 % en 2011. Les carnets de commandes se sont un peu plus dégonflés en six mois, l'indicateur ayant reculé de 8 points à - 12. La tendance reste à la baisse, avec un indicateur prévisionnel des commandes à **- 4**. L'activité est pronostiquée en faible hausse en 2013, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas depuis 2009, à **+ 29**.

Biens d'équipement : la croissance moyenne du chiffre d'affaires ne serait que de **+ 1,6 %** cette année, au lieu de + 8,2 % en 2011. Les carnets de commandes en portefeuille se sont réduits depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant perdu 13 points, à - 9. La demande est perçue toujours en diminution, l'indicateur prévisionnel des commandes restant négatif, à **- 12**. C'est pourquoi les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont mauvaises, avec un indicateur avancé pour l'année suivante historiquement faible à **+ 24**, à peine équivalent à celui de mai 2009 au sortir de la récession (+ 25).

Biens de consommation : l'activité commence à s'effriter, le CA de 2012 étant attendu en recul de - 0,2 % en moyenne, après + 2,9 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant à **- 30**. La demande à court terme est toujours attendue en baisse, l'indicateur prévisionnel étant négatif à **- 4**. Les prévisions d'activité à l'horizon 2013 sont très pessimistes, l'indicateur avancé étant historiquement bas à **+ 22** (+ 29 en mai 2009).

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁽⁷⁾ PARVIENNENT À CONSERVER UN PEU DE CROISSANCE

Les PMI qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation prévoient une hausse de + 2,7 % en moyenne de leur CA 2012, contre un simple maintien pour les "non exportatrices" (+ 0,5 %). Les premières anticipent une petite progression de la demande à court terme, avec un indicateur des commandes des six prochains mois à + 6, contre - 8 pour les dernières. En conséquence, les PMI "très exportatrices" sont assez optimistes quant à leurs perspectives d'activité en 2013 (indicateur avancé à + 44), tandis que celles qui n'exportent pas sont assez pessimistes (indicateur pour 2013 à + 19).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2013	
		TOTAL		TOTAL
"fortement exportatrices" (19 %)	+ 6	+ 44	+ 30	+ 26
"moyennement exportatrices" (21 %)	0	- 4	+ 19	
"non exportatrices" (60 %)	- 8	- 4	+ 37	+ 26
"innovantes" (54 %)	0	- 4	+ 13	
"non innovantes" (46 %)	- 8			

L'INNOVATION⁽⁸⁾ DONNE DE MEILLEURES PERSPECTIVES POUR 2013

Les PMI "innovantes" prévoient une progression de + 2,3 % en moyenne de leur CA pour l'exercice en cours (après + 9,1 % en 2011), contre un simple maintien en valeur nominale pour les "non innovantes" (après + 5,8 %). Les "innovantes" s'attendent à une certaine tenue de la demande à court terme, avec un indicateur avancé des carnets de commandes à l'équilibre, tandis qu'il est négatif, à - 8, pour les "non innovantes". Très logiquement, les PMI "innovantes" conservent un certain optimisme quant à l'évolution de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à + 37, à comparer à + 13 seulement pour les "non innovantes".

(6) Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

(7) Cf. définition p. 22. (8) Cf. définition p. 22.

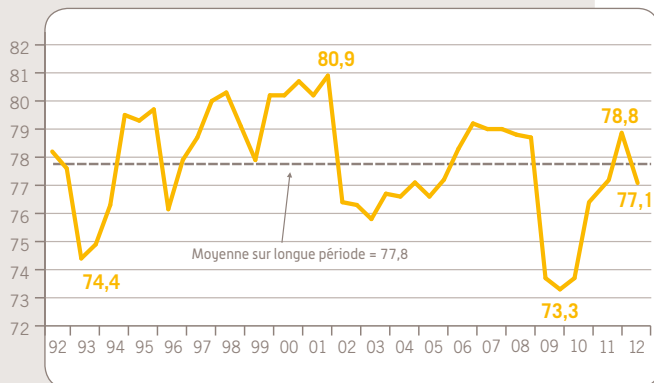
L'INVESTISSEMENT DES PMI SE STABILISE EN 2012 APRÈS UNE ANNÉE DE PROGRESSION SOUTENUE

L'indicateur courant du volume d'investissement est nul, après avoir été très positif en 2011, à + 9 en novembre et + 15 en mai.

La décélération des investissements est en ligne avec le recul du taux d'utilisation des capacités de production, qui a perdu près de 2 points en six mois. À 77,1 % en mai, il est repassé en dessous de la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Selon l'indicateur prévisionnel d'investissement pour 2012, le volume d'investissement a fortement ralenti dans toutes les branches d'activité industrielles, sauf dans l'agroalimentaire où il est en voie de stabilisation après une sensible contraction en 2011.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2012

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2011) INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2011)

Agroalimentaire	62 % (63 %) →	- 3 (- 12) ↗
Biens intermédiaires	57 % (66 %) ↘	+ 2 (+ 28) ↘
Biens d'équipement	54 % (51 %) ↗	0 (+ 7) ↘
Biens de consommation	57 % (56 %) →	- 2 (+ 10) ↘
Ensemble industrie	57 % (60%) ↘	0 (+ 15) ↘

Source : OSEO

Lecture : En mai 2012, 57 % des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur 2012, contre 60 % en mai 2011 pour cette année-là. En termes de volume d'investissement, 31 % pensent investir plus qu'en 2011 et 31 % moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement nul, inférieur de 15 points à celui de mai 2011.

Les entreprises exportatrices et innovantes ont des projets d'investissement en légère hausse en 2012, tandis qu'ils sont annoncés en diminution chez les autres. Ainsi, l'indicateur prévisionnel s'établit à + 6 chez les PMI "très exportatrices" et + 5 chez les "moyennement exportatrices", contre - 4 chez les "non exportatrices". De même, les entreprises innovantes ont un indicateur à + 5, au lieu de - 6 pour celles qui ne le sont pas.

L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS EST EN FORT RALENTISSEMENT

Dans les PMI pérennes^[9], l'emploi progresse depuis fin 2010. La progression des effectifs a cependant beaucoup ralenti depuis la fin de 2011, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 11 points en six mois, à + 8. À ce niveau, il se situe légèrement au-dessus de la moyenne des PME (+ 5).

D'un point de vue sectoriel, l'indicateur est le plus élevé dans les biens intermédiaires (+ 11, après + 23 en novembre) et les biens d'équipement (+ 10, contre + 17). Il est proche de l'équilibre dans l'agroalimentaire (+ 3, vs + 24) et les biens de consommation (- 4, faisant suite à + 10).

Les effectifs sont à peu près stables dans les entreprises industrielles de moins de 10 salariés (indicateur courant à - 2) et dans celles de 10 à 19 salariés (+ 4). En revanche, ils ont poursuivi leur croissance dans celles de 20 à 49 salariés (+ 12) et surtout celles de 50 à 249 salariés (+ 20).

Les effectifs ont continué de progresser dans les PMI innovantes (indicateur courant à + 10, contre + 23 en novembre) et chez celles qui exportent (+ 12, après + 27), tandis qu'ils se stabilisent chez les "non innovantes" (+ 4, après + 19) et les "non exportatrices" (+ 4 vs + 16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont relativement modérées, avec un indicateur avancé à + 16, à comparer à + 28 en mai 2011. Les intentions d'embauche l'an prochain sont plus élevées dans les biens intermédiaires (indicateur prévisionnel à + 22) et plus faibles dans l'agroalimentaire (+ 4). En termes de taille salariale, seules les entreprises de 50 à 99 salariés ont des prévisions d'accroissement de leurs effectifs supérieures à celles des autres (indicateur à + 26). Enfin, les intentions d'augmentation des effectifs en 2013 sont supérieures à la moyenne chez les PMI "fortement exportatrices" (indicateur avancé à + 30) et chez celles qui innoveront (+ 22).

[9] Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. A contrario, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ A COMMENCÉ À S'EFFRITER ET LES ANTICIPATIONS POUR 2013 SONT TRÈS SOMBRES

Les PME du **bâtiment** s'attendent une baisse de -0,6 % en moyenne de leur chiffre d'affaires sur l'année 2012, après une hausse de +2,9 % l'an dernier. Les carnets d'ordres sont jugés insuffisants, avec un indicateur courant à -7, contre -2 en mai 2011. Surtout, les chantiers à venir devraient continuer à se raréfier, l'indicateur prévisionnel de la demande pour les six prochains mois étant toujours très négatif, à -12. En conséquence, les anticipations pour 2013 sont vraiment pessimistes, avec un indicateur avancé d'activité à -6, à comparer à +17 pour l'ensemble des PME tous secteurs confondus.

L'activité est encore plus déprimée dans les **travaux publics**, avec une prévision de baisse de -2,2 % en moyenne du CA en 2012, succédant à une augmentation de +2,7 % en 2011. Les carnets de commandes de travaux ne sont pas trop dégarnis, l'indicateur courant ressortant à -4, au lieu de -10 en novembre. Cependant, la demande est attendue en sensible recul dans les mois à venir, avec un indicateur prévisionnel à -11. De ce fait, les PME des TP ont de fortes craintes de contraction de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à -10, au plus bas depuis cinq ans.

LES ENTREPRISES STABILISENT LEURS EFFECTIFS

Au cours des premiers mois de 2012, les PME du bâtiment ont maintenu leurs effectifs au niveau de fin 2011, l'indicateur courant ressortant à -1. Les entreprises des travaux publics les ont légèrement accrus, avec un indicateur d'emploi à +8.

De même, à l'horizon 2013, les PME pérennes du secteur souhaitent maintenir leurs effectifs au niveau actuel, tant dans la branche du bâtiment, avec un indicateur avancé à -2, que dans celle des travaux publics, où il est à l'équilibre.

LA SITUATION FINANCIÈRE SE DÉTÉRIORE RAPIDEMENT

La situation de la trésorerie des PME du bâtiment s'est nettement tendue au cours des six derniers mois : 48 % des entreprises indiquent des difficultés, contre 40 % fin 2011. Les anticipations d'évolution à court terme sont négatives, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à -15, à comparer à -14 en novembre et +3 en mai précédent.

Dans les travaux publics, la situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 41 % des entreprises, proportion en hausse de 3 points par rapport à novembre et de 6 points sur un an. En outre, les PME de la branche s'attendent à une nouvelle augmentation des tensions dans les mois à venir, l'indicateur avancé de la trésorerie étant très négatif à -17.

La rentabilité récente est jugée satisfaisante dans les **travaux publics**, puisque l'indicateur gagne 10 points en six mois et se trouve à l'équilibre (20 % d'opinions positives et autant de négatives). Cependant, du fait du déclin attendu de l'activité, les résultats financiers de l'exercice en cours sont pressentis en nette baisse, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité fortement négatif, à -25.

Dans le **bâtiment**, la rentabilité aurait déjà reculé en 2011, l'indicateur courant perdant 6 points en un an, à -18 en mai. Les résultats pourraient de nouveau diminuer cette année, l'indicateur prévisionnel pour l'exercice 2012 ressortant à -4.

COMMERCE

LA PANNE DE CROISSANCE TOUCHE DE PLEIN FOUET TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE

COMMERCE DE GROS : LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ POURRAIT RÉDUIRE UNE RENTABILITÉ PLUTÔT SATISFAISANTE

Les PME du secteur n'échappent pas à la morosité économique générale. Elles s'attendent à une forte baisse de la progression de leur CA, à + 1,7 % en moyenne cette année, au lieu de + 5,8 % en 2011. Les carnets de commandes sont peu épais, l'indicateur courant perdant 5 points en six mois, à - 16. La demande devrait encore s'affaiblir dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à - 3. Les anticipations d'activité en 2013 sont donc modérées, l'indicateur avancé pour l'année suivante perdant 20 points, à + 24 seulement.

Les effectifs continuent de progresser, l'indicateur courant d'emploi ne perdant que 1 point en six mois, à + 13, soit le meilleur niveau de tous les secteurs d'activité. La tendance devrait se prolonger en 2013, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 19, juste derrière celui des services aux entreprises (+ 23).

En mai, 31 % des PME du commerce de gros font part de difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, sans changement par rapport à novembre. Cette proportion est inférieure de 6 points à la moyenne des PME (37 %). Cependant, les tensions pourraient s'accroître à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant négatif à - 11, contre - 8 en novembre.

Les résultats de l'exercice 2011 sont assez bien jugés, avec un indicateur de la rentabilité courante en hausse de 3 points, à + 9, le meilleur niveau sectoriel. Conséquence du tassement de l'activité, les perspectives de résultats sont moins bonnes pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel à - 8.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ AGGRAVE LES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

Pour la première fois depuis deux ans, le CA de l'année en cours est attendu en baisse, de - 0,6 % en moyenne, après une progression estimée à + 1,3 % en novembre pour l'exercice 2011. Les anticipations pour 2013 sont très maussades, l'indicateur avancé de l'activité étant tout juste positif, à + 5, au lieu de + 17 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs des entreprises pérennes de la branche sont pratiquement stables depuis un an, après avoir sensiblement diminué de 2008 à 2010. L'indicateur courant de l'emploi s'établit à - 2 en mai, après - 3 fin 2011. Ils pourraient

toutefois être légèrement réduits à l'horizon 2013, l'indicateur avancé de l'emploi étant négatif à - 4, contre + 13 en mai 2011.

Les tensions sur les trésoreries se sont encore accentuées depuis novembre dernier, mentionnées par 47 % des entreprises (+ 4 points). La dégradation pourrait se poursuivre, l'indicateur prévisionnel demeurant très négatif à - 21, contre - 22 en novembre précédent.

Les résultats de l'exercice 2011 sont jugés assez insuffisants, l'indicateur courant perdant 5 points en un an, à - 6. L'inquiétude est forte pour l'exercice 2012, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité s'affichant à - 20, contre - 3 douze mois auparavant.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LA CHÛTE DES VENTES LAMINE LA RENTABILITÉ

Dix-huit mois après la suppression de la prime à la casse, et un recul de - 1,0 % en moyenne du CA en 2011, les PME de la branche prévoient une accentuation de la baisse en 2012, à - 2,1 %. Les carnets de commandes se sont fortement dégonflés depuis fin 2011, l'indicateur courant chutant de 15 points en six mois, à - 47. La demande est attendue à nouveau en recul à court terme, l'indicateur prévisionnel des commandes s'affichant à - 21. Les perspectives d'activité en 2013 sont prudentes, sans excès de pessimisme toutefois, avec un indicateur avancé à + 8, à comparer à + 3 en mai 2011.

Conséquence du recul de l'activité, les effectifs ont été réduits depuis fin 2011, l'indicateur courant de l'emploi étant négatif à - 8, le plus faible de tous les secteurs d'activité. Les suppressions de postes pourraient se poursuivre l'an prochain, l'indicateur avancé étant de nouveau négatif à - 4, après + 8 en mai 2011.

Cet ajustement des effectifs a sans doute permis d'éviter une aggravation excessive des tensions de trésorerie : 40 % des dirigeants annoncent des difficultés sur les six derniers mois, contre 37 % fin 2011. Ils sont cependant très inquiets pour les mois à venir, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 22, au lieu de - 12 en moyenne pour l'ensemble des PME.

La rentabilité dégagée en 2011 est considérée très insuffisante, l'indicateur courant ressortant à - 18, contre - 2 en moyenne tous secteurs confondus et - 10 dans la branche pour l'exercice 2010. Les anticipations pour les résultats 2012 sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel à - 22.

TRANSPORTS

TOUS LES INDICATEURS SONT À LA BAISSE

L'ACTIVITÉ REPLONGE APRÈS DEUX ANNÉES DE REPRISE

Le ralentissement général des affaires se traduit bien sûr par celui de ce secteur. Après + 2,3 % en 2010 et + 6,3 % en 2011, le CA de 2012 est prévu en recul de - 1,6 % en moyenne. Les carnets de commandes encore relativement bien garnis fin 2011 se sont beaucoup amincis, l'indicateur courant perdant 15 points depuis novembre, à - 23. Ils devraient toutefois se maintenir à court terme à leur niveau actuel, l'indicateur prévisionnel se situant à l'équilibre. Les perspectives de développement de l'activité en 2013 sont cependant ténues, avec un indicateur avancé à + 7, à comparer avec + 25 en mai 2011.

Les PME des transports ont recommencé à supprimer des postes pour la première fois depuis la récession de 2008-2009 : l'indicateur courant est négatif à - 3. Cependant, les dirigeants souhaitent maintenir leurs effectifs en 2013 au vu de l'indicateur avancé, quasi à l'équilibre à + 1.

UNE SITUATION FINANCIÈRE FRAGILISÉE PAR LA FAIBLESSE DE L'ACTIVITÉ

Les trésoreries sont un peu plus tendues que fin 2011, 42 % des entreprises annonçant des difficultés en mai contre 38 % en novembre précédent. L'indicateur prévisionnel pour les mois à venir est négatif à - 12, présageant une nouvelle dégradation de l'état des trésoreries.

Les résultats de l'exercice 2011 sont estimés très insuffisants, avec un indicateur de la rentabilité récente à - 17, moins négatif toutefois qu'en mai 2011 (- 29). Du fait de la faiblesse de l'activité, les PME craignent une baisse de leurs résultats en 2012, avec un indicateur prévisionnel à - 13, contre + 7 en mai 2011.

RECHUTE DE L'INVESTISSEMENT

Après un fort développement de leurs investissements en 2011, désormais les entreprises les réduisent sensiblement, l'indicateur du volume d'investissement pour l'année en cours revenant de + 11 en novembre à - 17 en mai, niveau le plus faible de tous les secteurs d'activité après celui du bâtiment (- 21).

TOURISME

UN SECTEUR TRÈS MOROSE

L'ACTIVITÉ FLÉCHIT RAPIDEMENT

Les prévisions d'activité en 2012 sont en baisse pour la première fois depuis 2009, avec un recul attendu du CA de - 1,6 % en moyenne, faisant suite à une hausse de + 2,1 % en 2011. Les carnets de réservation, le cas échéant, sont au plus bas depuis trois ans, avec un indicateur à - 26, contre - 10 en mai 2011. La demande est perçue en repli pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel étant négatif à - 10. En conséquence, les entreprises anticipent pour 2013 un simple maintien de l'activité au niveau actuel, avec un indicateur avancé à + 3, contre + 28 en mai 2011.

LES EFFECTIFS SONT RÉDUITS

Les créations de postes des deux dernières années font maintenant place à une réduction des effectifs, l'indicateur courant d'emploi perdant 10 points en six mois, à - 7, soit le niveau le plus faible après celui du secteur du commerce automobile. Les contractions d'effectifs pourraient se poursuivre en 2013, l'indicateur avancé de l'emploi s'affichant dans le rouge, à - 6.

TRÈS FORTES TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES

Les difficultés de trésorerie sont en forte augmentation, citées par 47 % des entreprises, contre seulement 21 % en novembre et 35 % en mai précédent. De ce point de vue, le pessimisme prévaut pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel restant toujours fortement négatif, à - 12, contre - 13 en novembre précédent.

La rentabilité dégagée en 2011 est estimée assez satisfaisante, avec un indicateur quasi à l'équilibre, à - 2, comme pour l'ensemble des PME. Les anticipations pour l'exercice en cours sont cependant très sombres, avec un indicateur prévisionnel à - 25, soit le niveau le plus bas de tous les secteurs d'activité.

VIVE CONTRACTION DES INVESTISSEMENTS

Après un léger fléchissement en 2011, les investissements sont prévus en net repli cette année, l'indicateur courant du volume d'investissement ressortant à - 16, après - 6 en novembre et + 5 en mai 2011.

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES SONT CONFIANTES POUR 2012

SERVICES AUX ENTREPRISES : SEULES LES "INNOVANTES" CONSERVENT UN CERTAIN DYNAMISME

Les PME des services aux entreprises⁽¹⁰⁾ dans leur ensemble prévoient une augmentation de + 1,9 % de leur CA 2012, après une hausse de + 4,8 % en 2011. La décélération est beaucoup moins forte chez les entreprises "innovantes"⁽¹¹⁾ (+ 4,0 %) que chez les "non innovantes" (+ 0,2 %). Les premières sont également assez optimistes pour la poursuite du développement de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé + 44, au lieu de + 15 seulement pour les secondes.

Les entreprises de la branche ont continué à accroître leurs effectifs au cours des premiers mois de 2012, l'indicateur courant ne perdant que 6 points en six mois, à + 12, meilleur niveau sectoriel avec celui du commerce de gros (+13). Cet indicateur est à peine supérieur chez les entreprises "innovantes", soit + 14 contre + 10 pour les "non innovantes". En revanche, celles qui innovent ont de fortes intentions de recrutement en 2013, avec un indicateur avancé à + 40, contrairement aux autres pour lesquelles il ne dépasse pas + 9.

29 % des PME des services aux entreprises ont connu des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, sans augmentation par rapport à 2011, ce qui est assez exceptionnel dans la conjoncture actuelle. Les problèmes de trésorerie ont été un peu plus fréquents chez les "innovantes" (32 % vs 27 %). Cependant, les premières craignent moins une dégradation à court terme, avec un indicateur avancé de la trésorerie à - 4, contre - 13 pour les "non innovantes".

Le jugement sur les performances financières de l'entreprise en 2011 est un peu plus positif chez les "non innovantes", avec un indicateur de la rentabilité récente à + 10, que chez les "innovantes", où il est ressort à + 4. En revanche, ces dernières sont nettement plus optimistes quant à l'évolution de leurs résultats en 2012, avec un indicateur prévisionnel à + 10, que les "non innovantes" [- 7].

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹²⁾ SONT TRÈS AFFECTÉS PAR LE RALENTISSEMENT DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les PME de la branche prévoient un recul moyen de - 1,4 % du CA en 2012, après une croissance déjà ralentie à + 2,3 % en 2011. En outre, leurs anticipations pour 2013 sont très modérées, avec un indicateur avancé de l'activité peu élevé à + 12, au lieu de + 29 en mai 2011.

Dans ce contexte d'érosion de l'activité, les effectifs ont été stabilisés à leur niveau de fin 2011, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 3 points en six mois, à + 2. Peu de créations de postes sont envisagées en 2013, selon l'indicateur avancé d'emploi tombé à + 6, enregistrant une baisse de 6 points en un an.

La fréquence des tensions de trésoreries a crû de 5 points depuis fin 2011, touchant maintenant 40 % des PME du secteur. De plus, les craintes d'un nouveau durcissement de la situation de trésorerie sont particulièrement élevées, l'indicateur prévisionnel tombant à - 24, au plus bas de tous les secteurs d'activité.

La rentabilité dégagée lors du dernier exercice est considérée assez médiocre, l'indicateur s'affichant à - 9, contre - 2 pour l'ensemble des PME. Les dirigeants s'attendent d'ailleurs à un nouveau recul des résultats cette année, avec un indicateur prévisionnel légèrement négatif, à - 4.

[10] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[11] 45 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 55 % "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22

[12] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

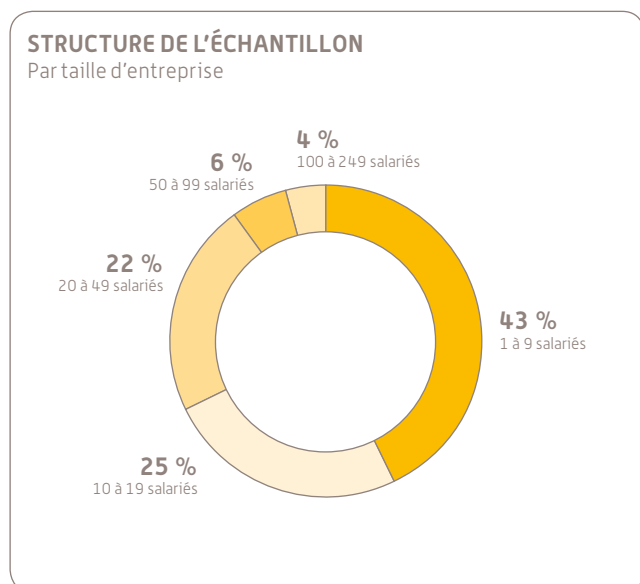
6/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

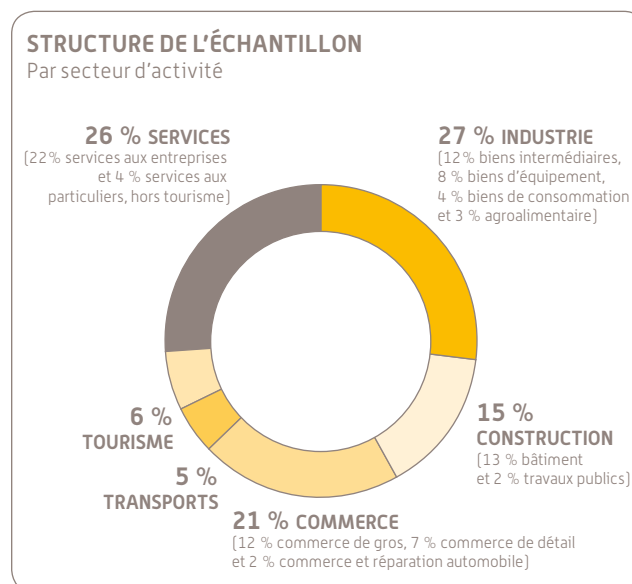
Pour cette 55^e édition, 28 000 entreprises de 1 à 249 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 4 002 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 7 mai et le 4 juin 2012.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).



Source : OSEO



Source : OSEO

INDICATEUR OU SOLDE D'OPINION

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ "en hausse"}) - (y \% \text{ "en baisse"})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ "bon/aisé"}) - (y \% \text{ "mauvais/difficile"})] \times 100$

QUALIFICATION ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- a) financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
- b) acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- c) déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- d) développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- e) commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Dans l'échantillon, 36 % des entreprises sont "innovantes" et 64 % "non innovantes".

QUALIFICATION ENTREPRISES EXPORTATRICES

- Sont qualifiées "**fortement exportatrices**" les 10 % des entreprises de l'échantillon qui font plus du quart de leur activité à l'international.
- Les "**moyennement exportatrices**", réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export, constituent 13 % de l'échantillon.
- Le solde, soit 77 % du total de l'échantillon, dites "**non exportatrices**" par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas (59 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (18 %).

DÉCLINAISONS RÉGIONALES

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons régionales. Les tendances 2012 et les prévisions 2013 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes.

Ces fiches sont consultables sur oseo.fr

OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr

Réf. 6801-16 – Juillet 2012 – **W** IW&CIE
Ce document est imprimé avec des encres végétales sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant de forêts gérées
de manière durable et équitable ou contrôlées dans une usine certifiée ISO 14001 & EMAS, par un professionnel labellisé Imprim'Vert.

